

Reconnaissance de l'État de Palestine : le PCF lance une pétition (p. 5)

COMMUNISTES

Dix jours pour convaincre



Vidéo

Clip officiel de campagne de Léon Deffontaines et de la Gauche Unie pour le monde du travail

Compagnie

La décision du gouvernement de bloquer la plateforme Tik Tok en Nouvelle-Calédonie est à la fois une atteinte aux droits humains et une belle hypocrisie : on peut contourner une telle mesure par un recours au VPN, c'est-à-dire en prenant une adresse Internet dans un pays voisin, genre Australie par exemple. C'est dit-on facile à télécharger et donc à se reconnecter. Reste qu'en matière d'autoritarisme et de liberté d'expression, le pouvoir vient de franchir une nouvelle étape. Seule une poignée d'autres pays avaient agi de la sorte avec Tik Tok : la Somalie, l'Afghanistan. Jolie compagnie, en vérité. Bonjour l'image de la France. Merci Macron. 🇫🇷

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse: €

*"Donner les moyens
au PCF d'intervenir"*

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

ÉLECTIONS EUR★PÉENNES

LÉON
DEFFONTAINES

9 JUIN

La newsletter de la campagne
des élections européennesGRAND MEETING
DIMANCHE 2 JUIN 2024LA CARTONNERIE
FRICHE DE LA BELLE DE MAI
15h | MARSEILLE

Pour faire connaître vos initiatives,
faites-le savoir par mail à [Léna Mons < Imons@pcf.fr >](mailto:Imons@pcf.fr)

29 mai, à partir de 19 h : Réunion publique avec Frédéric Boccara et Marie-Claire Cailletaud. Montrouge (92)

29 mai, à partir de 19 h : Rencontre/meeting Drôme-Ardèche sur le thème : Industrie/énergie. Avec Samia Jaber et Jean-Marc Durand, candidats sur la liste conduite par Léon Deffontaines, et Sébastien Gautheron, syndicaliste. Maison des syndicats salle A, Valence (26)

29 mai, à partir de 19 h : Meeting régional de Léon Deffontaines. Halle aux Toiles, Rouen (76)

30 mai, à partir de 18 h : Meeting départemental : Avec les luttes sociales et féministes, reprendre la main en France et en Europe, avec Anne Saouter, Hélène Bidard, Céline Piot et Aurore Artigue. Salle Louis-Barthou, Mairie, Oloron (64)

30 mai, à partir de 18 h : Réunion publique sur l'Europe avec Francis Wurtz. Salle Brillat-Savarin, Chambéry (73)

30 mai, à partir de 18 h30 : La section 4-5 de Marseille organise une réunion-débat autour du plan climat et des enjeux environnementaux dans l'Union européenne en présence d'Anthony Gonçalves, candidat aux européennes. Foyer du Peuple, Marseille (13005)

30 mai, à partir de 18 h30 : Réunion publique avec Jean-Marc Durand et Guillaume Dumoulin, candidats aux européennes. Foyer Ambroise-Croizat, Pierre Bénite (69)

30 mai, à partir de 18 h30 : Rencontre-débat sur les services publics, l'emploi, le climat... avec Haby Ka & Chloé Petat, candidates aux européennes. École Jean-Baptiste Clément, Villetaneuse (93)

30 mai, à partir de 19 h : Débat sur les questions de l'axe agriculture / agro-industrie / consommation, avec Olivier Morin, éleveur bio et secrétaire national du Modéf et candidat, Élisabeth Jutel de Mauléon, ancienne élue régionale et candidate, et Aymeric Seassau, maire-adjoint de Nantes, membre de la commission Industrie du PCF. Maison de quartier du Pont d'Ouit, Bressuire (79)

31 mai, à partir de 19 h 30 : Conférence écologie/économie en présence d'Amar Bellal, Evelyne Ternant et Sandra Blaise, suivie d'un débat avec la salle. Faculté de droit, Épinal (88)

1er juin : La section de Châlons-en-Champagne organise une formation puis une conférence-débat sur le plan climat Empreinte 2050. Maison des Syndicats, Châlons-en-Champagne (51)

1er juin, à partir de 15 h : Réunion publique avec Pierre Dharréville sur les enjeux de l'élection européenne et ses conséquences pour notre pays mais également du rôle

de l'Europe pour la paix dans le monde. Espace République, Vergèze (30)

1er juin, à partir de 16 h : La section des Mureaux organise un goûter-débat pour les élections européennes. Parc Molière, près des barbecues, Les Mureaux (78)

6 juin, à partir de 19 h : Débat organisé par la section Die sur le thème de l'énergie, avec Gilles Peyreron, énergéticien, et Jean-Marc Durand, candidat de la Drôme. Salle S. Baumier, Die (26)

7 juin, à partir de 19 h : Inauguration de la nouvelle section des Mureaux. 67 bis, rue Paul-Doumer, Les Mureaux (78)

29 juin, à partir de 9 h : Fête de la Carline, en partenariat avec *La Marseillaise* : débats, concerts, restauration... Entrée 10 €. Salle multi-activités, La Bâtie neuve (05)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

Dans le cadre de la parution du Silomag#8 « Services publics en Europe : quel avenir ? »

30 mai, à partir de 18h30 : visioconférence : Mexique : à la veille de la présidentielle, quel bilan du projet d'AMLO ?, avec Hélène Combes (directrice de recherche au CNRS) ; Isabelle Rousseau (professeure et chercheuse au Colegio de Mexico) ; Chrystel Le Moing (Fondation Gabriel-Péri)

5 juin, à partir de 18h : visioconférence : La fin de vie. Rencontre avec le Dr Bernard Sportès autour de son livre *Panser la mort : la mort, le médecin, le citoyen*. Animation : Dr Martine Garrigou, psychiatre, psychanalyste, membre du comité de rédaction des *Cahiers de santé publique et de protection sociale*. Discutant : Dr Michel Limousin, rédacteur en chef des *Cahiers de santé publique et de protection sociale*.

21 & 22 juin : Festival de l'écologie populaire : la Fondation Gabriel-Péri co-organise le colloque « Écologie, puissances publiques et territoires ». La Fondation tiendra un stand durant les deux jours. Inscription : La ManuCo, Bordeaux (33)

Avion (Pas-de-Calais)

Léon Deffontaines croit au grand retour de la gauche à Strasbourg

Devant plus de 500 personnes, mercredi 22 mai, Léon Deffontaines a tenu son troisième meeting national à Avion, dans le Pas-de-Calais

Avionné par sa participation au débat de la veille sur la chaîne LCI, où tout le monde s'accorde à dire qu'il s'est particulièrement montré brillant, la tête de liste « Gauche Unie pour le monde du travail » n'a pas eu de mal à emporter l'enthousiasme du public. Efficacement entouré par ses colistiers, à commencer par le député du Nord et secrétaire national du PCF Fabien Roussel, Léon Deffontaines sait tenir des propos « clairs, argumentés et sans compromis », comme l'a rappelé la sénatrice Cathy Apourceau-Poly. Intervenant dans ce qu'il appelle lui-même la « citadelle rouge », il a été chaudement accueilli par le maire communiste Jean Létouart qui a succédé à Jean-Marc Tellier lorsque ce dernier a repris en 2022 la 3^e circonscription du Pas-de-Calais au Rassemblement national. Plus qu'un symbole. Sur le Rassemblement national, qu'Emmanuel Maurel (3^e sur la liste) mitraille du triple qualificatif « bonimenteur », « traficoteur », « arnaqueur », il assure qu'il ne laissera jamais l'extrême droite « détourner la juste colère des travailleurs français ». Jordan Bardella est pour lui un « faussaire social, larbin du patronat ».

Des élus défenseurs du service public

Concernant la défense du service public, le candidat communiste rend hommage aux élus locaux de sa famille politique qui se distinguent dans ce domaine. Récemment, les maires autour de la commune d'Avion se sont dressés pour le maintien des effectifs des bureaux de Poste. Il évoque aussi l'Éducation nationale et cite la numéro 2 de sa liste, Sigrid

Girardin, co-secrétaire générale du Snuep FSU qui prendra le dossier en charge et rendra compte aux électeurs.

D'une manière générale, Léon Deffontaines s'applique à porter l'estocade contre les parlementaires européens actuels et élus en France : « Quand je vois les parlementaires français qui votent à Bruxelles, je pense qu'ils sont peu nombreux à croire qu'ils ont des comptes à rendre à leurs électeurs ». Lui, s'il est élu, s'engage à mettre en place des permanences en France pour rendre compte du travail qui sera fait à Strasbourg et à Bruxelles.

Avec fougue, il fustige les accords de libre-échange, comme celui signé avec la Nouvelle-Zélande ou le Ceta avec le Canada et réclame la souveraineté alimentaire. Il s'attaque au marché européen de l'électricité qui mène à une explosion des factures pour les particuliers comme pour les entreprises et plaide là encore pour un grand service public. Il tire sur Bruxelles qui ne met pas en place les protections nécessaires pour protéger le secteur industriel (le natif

d'Amiens prend ici l'exemple de l'entreprise Metex actuellement dans la tourmente). Il réclame la « souveraineté démocratique » en rappelant encore l'humiliation subie après le vote des Français contre le traité établissant une constitution pour l'Europe. Enfin, il dit son horreur pour les « va-t-en-guerre », en Europe ou en Palestine, et rappelle que la paix est un projet politique.

La gauche de demain

Avec une liste qui allie des candidats communistes, mais aussi des personnes de la Gauche républicaine et sociale (la GRS d'Emmanuel Maurel),



de L'Engagement (le mouvement d'Arnaud Montebourg), et des Radicaux de gauche, le jeune candidat se dit persuadé d'être en capacité « de construire la gauche de demain et de faire notre grand retour au Parlement européen avec des élus qui bâtiront un nouvel avenir pour la France et l'Europe ». Une Europe hors du champ libéral et hors de l'Otan. » À 18 jours du scrutin, devant un public conquis, Léon Deffontaines veut croire que sa liste atteindra les 5 % de vote et portera 5 candidats progressistes à Strasbourg. ✪

Philippe Allienne



Toulouse Quel match ce 25 mai !

Non pas celui du stade toulousain en finale de la coupe d'Europe de rugby mais, à la même heure, celui de Léon Deffontaines contre Jordan Bardella au meeting de Toulouse.

Léon, avec Isabelle Amaglio-Terisse, la porte-parole Les Radicaux de gauche, Thierry Cotelle, dirigeant du MRC, et Pierre Lacaze, a révélé l'imposture du RN et de son chef de file. Cette imposture, c'est que le RN est au service exclusif de la bourgeoisie, ses votes en sont la preuve, comme la campagne des médias de Bolloré à son service.

Devant 800 personnes, Léon, Isabelle, Thierry et Pierre ont brillamment développé nos propositions pour le monde du travail et appelé chacun à mener la campagne électorale jusqu'à la dernière minute de la compétition et, comme le stade toulousain, marquer l'essai de la victoire dans les dernières minutes. Nous sommes dans le "money time" pour convaincre un à un nos connaissances, nos amis, les anciens communistes, les souscripteurs des dernières campagnes électorales. Nous pouvons créer l'événement politique qui bouleversera la donne politique : le retour des communistes au Parlement européen.

Léon a emporté l'admiration et l'affection des participants au meeting de la Fête de l'Humanité 31. Malgré un programme chronométré à la minute, chaleureux, attentif, disponible, déterminé, plein d'humour et de sérieux, Léon a visité chaque stand, posé pour des dizaines de photos, a dialogué avec des militants syndicaux, mutualistes, Palestiniens, du Secours populaire, de France Cuba, de la CNL, des auteurs réunis par la Librairie de la Renaissance... Une véritable bouffée d'air pur dans un moment politique très grave où d'immenses reculs sociaux et démocratiques se jouent. ✪

Luc Ripoll



Activité en direction des retraité-e-s
06 08 81 19 01
d.junker@orange.fr

plein temps PCF
N°77 mai 2024

le récit de la peur de la dette...

L'annonce d'un déficit public plus élevé que prévu a intensifié le discours lancé voici quelques semaines sur la menace de la dette. Ce récit a pour principale fonction de justifier l'austérité future en préservant les transferts vers le secteur privé. C'est une pièce de théâtre sans cesse répétée dans le spectacle général de l'économie.

À intervalles réguliers, une porte s'ouvre et un ministre des Finances affilé annonce la découverte soudaine de titres de dettes nouvelles. Il s'ensuit une panique générale bien rodée, les portes claquent et chacun vient crier à la faillite, clamer à la responsabilité face à la menace d'une attaque des marchés financiers. Chacun alors appelle à la baisse de la dépense publique et à se serrer la ceinture pour sauver le pays de la ruine.

La scène se poursuit par l'énoncé d'un régime d'austérité discutable particulièrement pour les couches populaires. Le ministre des Finances a ouvert la salle de l'indigne d'où surgit la dette publique de la France qui a allégrement contribué à enfler à coups de largesses pour le secteur privé.

Mise en scène de la dette par la Cour des comptes
Compteur de sa soi-disant « indépendance théorique », l'institution de la rue Cambon muée en gardien du temple de l'orthodoxie financière, constitue un point d'appui pratique pour construire le récit de la panique sur la dette : « Nous avons une culture nationale qui (et qu'après les crises, nous ne savons pas réduire assez vite notre dépendance à la dette » explique, dans La Dépêche du 13 mars, Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes. « Ça ne peut pas être open bar sur le remboursement des faillites médiatiques, l'odéon Bruno Lemaire au RN/Ce 25 mars. Derrière ces leçons de morale, l'idée est bien sûr d'enfermer dans les crises, ce que l'austérité difficile et nécessaire »

Hors sur les banquets !
Une étude de l'Institut de recherche économique et sociale (IRES) a évalué à près de 200 milliards d'euros par an les aides diverses au secteur privé. Pour faire déjouer le regard de cette manne, les discours stigmatisent exclusivement la dépense publique et les services publics. Haro sur ces banquets, responsables du creusement de la dette.

Le récit sur la dette permet ainsi de justifier à la fois les futures coupes d'aides dans les services publics ainsi que les transferts sociaux. Ces purges ont d'ailleurs commencé avec le coup de rabot de 10 milliards d'économies, dorénavant en urgence en février et avec les multiples remises en compte de l'assurance chômage.

L'altérité
Ce récit politique de la dette, martelé à longueur de temps par le gouvernement, une partie de l'opposition (même le RN désormais) et les fameux experts médiatiques sert avant tout de justification à la politique de classe menée dans le pays. Ainsi, l'épouvantail de la dette a pour fonction de démanteler ce qui reste de l'État social pour préserver le transfert de l'argent vers le secteur privé et soutenir sa rentabilité confrontée à la croissance stagnante.

Face aux sirènes du libéralisme, portons les propositions pour un développement social et économique du pays présentées par la liste **La gauche unie pour le monde du travail**, conduite par Léon Deffontaines et soutenue par Fabien Roussel lors des élections européennes du 9 juin prochain.

David Bache

DANS CE NUMERO

- Espoirs de retraite : le réforme a touché tous les pays de l'UE page 2
- Une seule convention, en deux modalités page 3
- Transport, logement, les effets COVID page 4

sert la destruction de l'État social

Reconnaissance de l'État de Palestine : le PCF lance une pétition

La France doit reconnaître l'État de Palestine immédiatement !

Trois pays européens, l'Espagne, l'Irlande et la Norvège, ont choisi de reconnaître officiellement l'État de Palestine. Désormais, au total, 147 pays dans le monde auront reconnu l'État de Palestine.

Le silence et l'immobilisme de la France sont incompréhensibles et honteux. Ils brouillent et décrédibilisent l'action de notre pays. Après avoir voté en faveur de l'adhésion pleine et entière de la Palestine à l'ONU au Conseil de sécurité le 18 avril dernier, puis à l'Assemblée générale de l'ONU le 10 mai dernier, la France doit appliquer à elle-même ses propres votes.

Il est totalement hypocrite de la part du gouvernement français de prétendre que les conditions ne seraient pas réunies.

Assez de discours ! Une action concrète est urgente. La France doit reconnaître immédiatement l'État de Palestine, aux côtés de l'État d'Israël, sur la base des frontières de 1967. Cela serait un geste hautement politique, et concret, un engagement fort pour une paix juste et durable reposant sur une solution à deux États. Toutes les grandes voix pour la paix, en Palestine et en Israël, portent cette exigence.

La France, dont la voix a longtemps compté au Proche-Orient, ne peut pas rester à côté de l'Histoire. La résolution votée

en 2014 par l'Assemblée nationale doit être appliquée. Sa politique étrangère en serait d'autant plus grandie que cela représenterait une forte pression politique sur le gouvernement d'extrême droite de B. Netanyahu pour un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza, alors que le

procureur de la CPI vient de demander un mandat d'arrêt pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité contre deux dirigeants israéliens et trois dirigeants du Hamas. Ce serait également un engagement de la France à agir pour la fin de la colonisation et de l'occupation en Cis-jordanie et à Jérusa-

lem-Est, en conformité avec les résolutions de l'ONU. Alors qu'Emmanuel Macron brandit l'autonomie stratégique dans les discours et sur le papier, cela serait une réelle autonomie vis-à-vis de la politique des États-Unis.

Assez d'hypocrisie ! Assez d'effacement !

Je signe pour que la France reconnaisse immédiatement et sans condition l'État de Palestine ! ✪

https://www.pcf.fr/petition_reconnaissance_palestine



Se libérer du dollar ? Un nouveau n° d'Économie&Politique

Se désolidariser pour se co-développer : c'est le titre de l'éditorial d'Yves Dimicoli. C'est aussi le thème de notre dossier. Nous l'abordons sous plusieurs angles : les institutions qui placent les paiements internationaux dans la dépendance du système bancaire des États-Unis, les dommages exercés par l'hégémonie du capital américain sur le reste du monde, les tentatives de dédollarisation du marché du pétrole, et surtout le projet du PCF pour une mondialisation radicalement différente, fondée sur un principe de coopération avec une monnaie commune mondiale.

Dans ce domaine, l'enjeu d'une réorientation tout aussi radicale de la construction européenne – dans les domaines stratégiques, militaires, industriels, et bien sûr monétaires – est d'une importance extrême. Il sera à l'arrière-plan de la campagne pour les prochaines élections au Parlement européen qui s'engage. Nous y consacrerons notre prochain numéro mais on trouve déjà dans Économie&Politique de nombreux matériaux pour l'action politique sur ce terrain. Signalons en particulier le rapport de conjoncture de Frédéric Boccara au Comité exécutif national du PCF.

On retrouvera également dans ce numéro nos habituelles rubriques d'actualité, et une rubrique spécialement consacrée à l'œuvre économique de Lénine et au dialogue que les révolutionnaires d'aujourd'hui entretiennent avec elle.

Abonnez-vous à Économie&Politique pour 10 € !

Abonnement d'accueil : 10 euros la première année (six numéros),

60 euros par an ensuite. Je m'abonne

Économie et Politique / 2 Place du Colonel Fabien

75019 PARIS / TEL. 01 40 40 13 47

ecopoabo@economie-politique.org

Éducation : appel des élus PCF

Contre les fermetures de classes et les réformes antidémocratiques de l'école publique

Pour une école égalitaire et émancipatrice

https://www.pcf.fr/elus_pcf_education

Le gouvernement a décidé de sacrifier l'École, de la maternelle à l'université, au prétexte de logique austéritaire. Nous refusons que des générations de jeunes, celles-là même qui construiront la société de demain, soient sacrifiées sur l'autel de politiques libérales et budgétaires injustes, inégalitaires et dangereuses pour la cohésion sociale du pays.

C'est pourquoi, nous, élu·es, appelons la population dans nos villes, villages, départements et régions à soutenir l'appel intersyndical du 25 mai et rejoindre les mobilisations qui s'organisent sur l'ensemble du territoire et dans les outremers.

Avec vous, nous dénonçons l'instrumentalisation de la baisse démographique par le ministère de l'Éducation nationale pour justifier les fermetures massives de classes. Cet argument sert en réalité de prétexte pour « économiser » des postes alors que, selon nous, il devrait être au contraire une opportunité pour réduire les effectifs et améliorer les conditions de travail et d'apprentissage des élèves.

- Nous exigeons que le gouvernement renonce à la labellisation des manuels scolaires et qu'il respecte la liberté pédagogique des enseignant·es.

- Nous exigeons qu'il abandonne sa réforme « chocs des savoirs » au collège qui ne sert qu'à trier les jeunes dès 11 ans pour réduire

leur parcours scolaire et qu'il abroge sa réforme des lycées pros, véritable outil de destruction de la voie professionnelle scolaire.

- Nous exigeons la mixité sociale des établissements.

- Nous exigeons qu'un plan ambitieux de revalorisation salariale de tous les personnels s'engage, qu'un pré-recrutement et qu'une formation solide aux métiers soient mis en œuvre pour enrayer la grave crise d'attractivité que traverse notre pays, ainsi qu'un plan de résorption de la précarité.

- À rebours de cette casse globale de l'École, nous exigeons des moyens ambitieux pour nos établissements scolaires afin que tous les jeunes, quels que soient leur lieu de vie et leur origine sociale, bénéficient d'un enseignement rigoureux et émancipateur. Nous ne laisserons pas les dirigeants de ce pays saccager l'école qui est la richesse de ceux qui n'en n'ont pas.

Celles et ceux qui tiennent nos écoles à bout de bras : professeur·es, AESH, AED, ATSEM, agent·es d'accueil et d'entretien, personnels administratifs, sociaux et de santé, sont engagés pour faire réussir tous les jeunes. Le gouvernement et la ministre de l'Éducation nationale doivent impérativement améliorer leurs conditions salariales et de travail afin que tous les personnels puissent vivre dignement de leur travail. ✪

Liste des premier·ères élu·es signataires par ordre alphabétique.

Bidard Hélène, adjointe à la maire (75) ; Blin Patrick, conseiller régional (89) ; Boivin Vincent, adjoint au maire de Bègles (33) ; Bouche Boris, conseiller régional (AURA) ; Bourouaha Soumya, députée (93) ; Brossat Ian, sénateur (75) ; Chassaigne André, député (63) ; Galan Jean-Claude, adjoint au maire de Floirac (33) ; Garzon Pierre, maire de Villejuif et conseiller départemental (94) ; Barbara Gomes, conseillère déléguée (75) ; Guinebert Matthieu, conseiller régional (25) ; Laborde Sébastien, conseiller départemental (33) ; Larouy Isabelle, conseillère régionale (33) ; Lazar Gilles, conseiller régional (70) ; Lime Christophe, vice-président de communauté d'agglomération (25) ; Liron Isabelle, vice-présidente de région à la formation professionnelle des demandeurs d'emploi (58) ; Lonchamps Dominique, conseiller régional (39) ; Magdalou Jean-André, maire d'Alenya (66) ; Mellier Frédéric, conseiller régional Nouvelle-Aquitaine (33) ; Monnet Yannick, député (03) ; Munck Flore, conseillère départementale (94) ; Ouzoulias Pierre, sénateur (92) ; Oztörün Denis, maire de Bonneuil-sur-Marne (94) ; Peu Stéphane, député (93) ; Primet Raphaëlle, élue au conseil de Paris (75) ; Rio Philippe, maire de Grigny (91) ; Rodriguez Raymond, maire de Gauriac (33) ; Roussel Fabien, député (59) ; Seassau Aymeric, adjoint au maire de Nantes (44) ; Ternant Muriel, enseignante et conseillère régionale (90) ; Varailas Marie-Claude, sénatrice (24) ; Wirden Shirley, adjointe au maire (75) ; Yilmaz Bora, conseiller régional et adjoint au Maire (54).



Amplifions la mobilisation pour la paix !

La mobilisation des étudiantes et étudiants contre le génocide en cours à Gaza est un espoir pour la construction d'un large mouvement pour la paix. Sur leurs lieux d'études, les Jeunes Communistes sont partie prenante et moteur de ces mobilisations.

L'histoire nous regarde. Malgré de grandes déclarations et des condamnations, la France n'a pas pris d'initiatives politiques d'ampleur pour imposer un cessez-le-feu à Gaza. Cette inaction rend la France complice du massacre de civils et d'une famine utilisée comme une arme de guerre.

Au-delà des initiatives diplomatiques, la France doit faire pression sur le gouvernement de Netanyahu en se battant pour la suppression de l'accord d'association entre l'Union européenne et la France. Elle doit aussi immédiatement cesser la coopération militaire et en finir avec l'ambiguïté entretenue sur la livraison

d'armes à Israël.

La jeunesse a un rôle à jouer dans le combat pour la paix. Par notre mobilisation, nous pouvons mettre la pression sur notre gouvernement pour obtenir qu'il agisse enfin. La répression policière et administrative systématique des mobilisations dans les universités est inacceptable. Les lieux d'études sont aussi des lieux de débats et de pensée critique. Les ingérences politiques dans leur fonctionnement représentent une menace.

Notre victoire passera par une mobilisation massive. Pour les Jeunes Communistes, cela passe par le fait d'aller convaincre chaque jeune, même très éloigné des mobilisations actuelles, de se mobiliser. Seule une mobilisation à vocation majoritaire, sur des mots d'ordres clairs et rassembleurs, pourra obtenir des victoires.

Le MJCF appelle à l'amplification de la mobilisation sur les lieux d'études en faisant du 7 mai une grande date de mobilisation pour la paix et pour le peuple palestinien afin d'obtenir :

- Un cessez-le-feu immédiat et le retrait de l'armée israélienne de Gaza.
- La fin de la colonisation en Cisjordanie.
- La libération de tous les prisonniers politiques palestiniens et la libération des otages détenus par le Hamas.
- La reconnaissance d'un État palestinien aux côtés de l'État israélien sur les frontières de 1967, conformément aux résolutions de l'ONU. ✪

Léna Raud

secrétaire nationale de l'UEC





Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
 COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),
 Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,
 Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff
 Mèl : communistes@pcf.fr
 RELECTURE : Jacqueline Lamothe
 MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
 Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

République démocratique du Congo

Une curieuse tentative de coup d'État

Le 19 mai 2024, le porte-parole de l'armée congolaise, le général Sylvain Ekenge, a annoncé qu'une tentative de coup d'État survenue dans les heures précédentes avait été « étouffée dans l'œuf ». Plus d'une semaine plus tard, les interrogations ayant accompagné cette annonce demeurent. La communication a minima des autorités congolaises ne permet pas de savoir s'il s'agit d'un putsch, d'une tentative d'assassinat, d'un Live sur les réseaux sociaux ou d'un règlement de comptes politique.

Tentative de coup d'État ou d'assassinat ?

Rembobinons le film des événements ! Dans la nuit du 18 au mai, vers 4 h, des tirs retentissent près du palais de la Nation, siège de la présidence de Félix Tshisekedi. Le président congolais y travaille, mais habite à plusieurs kilomètres, dans une autre commune de Kinshasa. Avant d'occuper les bureaux présidentiels, la quarantaine d'hommes qui mène l'opération a attaqué la résidence de Vital Kamerhe, un puissant allié du chef de l'État. Deux policiers et un assaillant sont morts dans l'échange de coups de feu qui s'y est déroulé, rapporte le général Sylvain Ekenge. L'escouade est dirigée par Christian Malanga Musumari, le président d'un tout petit parti, principalement connu pour son activisme sur les réseaux sociaux. Dans une vidéo devenue virale, certains aspects du « coup d'État étouffé dans l'œuf » sont dévoilés. On y voit Christian Malanga Musumari, Congolais de 41 ans, naturalisé américain, entouré de plusieurs dizaines d'hommes, dont son fils Marcel Malanga, 21 ans. Il affirme avoir pris le pouvoir en brandissant le drapeau du Zaïre, l'ancien nom de la RDC. Le tout ponctué de quelques slogans comme « Zaïre Dyé ! » Cet épisode s'est tragiquement terminé le jour même, dans des circonstances non élucidées, par la « neutralisation » de Christian Malanga Musumari, celle de quatre de ses compagnons et l'arrestation « d'environ 40 autres ».

Déliquescence de l'autorité de l'État

Le clan de Vital Kamerhe a vu dans cette affaire une tentative d'assassinat contre celui qui est devenu quelques jours plus tard le président de l'Assemblée nationale. Un épisode de plus dans la vie politique tumultueuse du président de l'Union pour la nation congolaise (UNC). Après avoir été l'artisan de la « victoire » de Félix Tshisekedi à l'élection pré-

sidentielle de 2018, il a été son tout puissant directeur de cabinet pendant un an. En juin 2020, il est condamné à vingt ans de prison pour détournement de fonds, une peine réduite à treize ans de réclusion en 2021. Remis en liberté provisoire en décembre la même année, il est de nouveau jugé le 23 juin 2022, et cette fois acquitté. Il a fait son grand retour dans la vie politique congolaise en mars 2023, lorsque le président Tshisekedi l'a nommé vice-premier ministre, chargé de l'Économie nationale.

Que cela soit une tentative de coup d'État ou d'assassinat, les observateurs restent dubitatifs devant la facilité avec laquelle cette opération a été menée. Est-ce une manipulation des services congolais comme plusieurs « théories » et « analyses » sur les réseaux sociaux l'affirment ? Ou tout simplement l'expression de la déliquescence des institutions congolaises incarnées par des hommes occupés à se disputer les postes dans l'appareil d'État. Depuis la réélection de Félix Tshisekedi en décembre 2023 et la nomination d'une nouvelle Première ministre en février, on ne connaît toujours pas la composition du nouveau gouvernement. Dans l'Est, la situation sécuritaire ne s'améliore guère et l'autorité de l'État ne s'exerce plus sur de larges territoires. Le Nord-Kivu est le théâtre d'une offensive menée depuis deux ans et demi par le mouvement



rebelle du M23 soutenu par le Rwanda. Celui-ci continue de gagner du terrain malgré « l'embouteillage » de milices locales, de l'armée régulière, de compagnies militaires privées et de contingents militaires de pays plus ou moins amis du Congo. Les jeunes gens regroupés en groupe d'autodéfense appelé Wazalendo (patriotes en Kiswahili), présenté il y a quelques mois comme la panacée, sont maintenant une force de plus parmi la myriade de groupes armés qui sévissent dans l'Est. En 2021, le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) en avait répertorié plus d'une centaine. ✪

Félix Atchadé
Collectif Afrique

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM: PRÉNOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19